



**DISCOURS
DE**

**SON EXCELLENCE
MONSIEUR ALI BONGO ONDIMBA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT**

**AU SOMMET DES NATIONS UNIES SUR L'ADOPTION DE
L'AGENDA DE DEVELOPPEMENT POST 2015**

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

New York, le 26 Septembre 2015

Vérifier à l'audition

Monsieur le Président,
Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de
Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Président,

C'est pour moi un honneur de prendre la parole à ce Sommet consacré à l'adoption du Programme de développement pour l'après-2015. Je voudrais vous féliciter ainsi que Votre Co-Président, pour votre élection. Je reste convaincu que, tous les deux, vous saurez conduire nos débats à ce résultat.

Je tiens également à saluer **l'importante contribution** du Groupe de travail qui a permis de faire aboutir les négociations intergouvernementales sur cet important Programme **que nous avons adopté hier**, et qui doit constituer une véritable feuille de route, mais aussi l'opportunité nouvelle d'asseoir une gouvernance mondiale

coordonnée et homogène pour un développement plus durable.

C'est pourquoi, Il nous faudra veiller à la mettre en œuvre conformément aux intérêts de nos peuples.

Monsieur le Président,

En effet, quinze années se sont écoulées depuis le Sommet du Millénaire, au terme duquel nous avons adopté un programme ambitieux ayant pour socle l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes et la promotion d'un développement profitable à tous.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés ont constitué un idéal et une aspiration, largement partagés par les Peuples et les gouvernements du monde entier. Ils ont représenté une lueur d'espoir pour les pays en développement dans leur bataille acharnée et quotidienne contre la pauvreté, la faim et le sous-développement.

Malgré la mobilisation qui s'en est suivie, il nous faut cependant admettre que le bilan global est mitigé. Les progrès obtenus sont

inégaux, en particulier en Afrique et dans les pays les moins avancés.

L'inadéquation avec les réalités structurelles et économiques de nos pays ainsi que les mécanismes de financement proposés n'ont pas favorisé l'atteinte de certains de ces objectifs.

Monsieur le Président,

Il me plaît de relever des avancées significatives grâce à la mise en œuvre de ces objectifs au niveau national, régional et mondial.

Le Gabon s'est inscrit dans cette dynamique au regard des résultats probants que nous avons obtenus dans ce processus avec le concours de la société civile.

En matière d'éducation, le taux de scolarisation a atteint plus de 96% et se trouve être l'un des plus élevés en Afrique subsaharienne. La parité fille-garçon au niveau de l'éducation primaire et secondaire est un acquis.

Dans le domaine de la santé, mon pays a enregistré des progrès remarquables dans la réduction de la mortalité maternelle ainsi que dans la baisse de la mortalité des enfants de moins de 5 ans. Les tendances du VIH/Sida ont été inversées et la progression de la maladie a été réduite de façon significative.

La solidarité nationale a, elle aussi, connu des avancées importantes, avec la mise en place d'une Stratégie nationale d'investissement humain dotée, entre autres, d'un système d'assurance maladie universelle et l'accès aux minimas sociaux, particulièrement orientée vers les personnes les plus vulnérables.

Mon pays se réjouit donc de la portée de ce nouveau Programme qui traduit cette volonté commune et unanime pour instaurer un nouveau partenariat mondial avec pour objectif d'aller au-delà des objectifs précédents.

Le Gabon, par ma voix, salue la prise en compte dans ce nouvel agenda des priorités de la Position commune africaine adoptée par l'Union Africaine en janvier 2014.

Et, je suis d'autant plus heureux que les principaux objectifs qui y sont contenus, figurent dans le plan de développement pour faire du Gabon un pays émergent à l'horizon 2025.

Je noterai tout particulièrement la place de choix accordée aux politiques et programmes visant à la valorisation de la jeunesse.

En effet, le dynamisme et la formation adéquate de notre jeunesse doivent sans nul doute aider à faire accélérer la transformation structurelle de nos économies afin d'inscrire définitivement nos pays sur la voie d'un développement durable.

Cette politique de diversification a amené mon Gouvernement à accorder une attention toute particulière au développement de l'agriculture et de l'élevage.

C'est tout le sens que je donne au nouveau programme agricole dénommé GRAINE, dont l'objectif est de garantir la sécurité alimentaire. Il est aussi la clé de notre politique d'industrialisation du secteur agricole. Il ambitionne de développer 200 000 ha de terres et

créer plus de 20 000 emplois.

Monsieur le Président,

Il est évident, que tous ces efforts ne peuvent véritablement prospérer que dans un environnement politique, économique et social où règnent la bonne gouvernance et la paix.

Pour ce faire, mon pays s'est doté d'instruments institutionnels pour garantir la transparence et l'obligation de reddition dans la gestion des deniers publics.

J'ai fait de la lutte contre la corruption et des détournements de deniers publics, un objectif stratégique prioritaire. A cet effet, une juridiction spéciale chargée de la délinquance économique et financière et des grands trafics.

Comme vous le savez, l'amélioration du climat des affaires est une des clés pour la confiance et l'attraction des investissements privés, désormais indispensables au succès de nos programmes de développement.

Monsieur le Président,

L'engagement du Gabon en matière de lutte contre le changement climatique reste constant, compte tenu de la gravité du phénomène, pour le développement, la paix et la sécurité dans le monde.

Mon pays continuera à apporter sa contribution aux efforts de la communauté internationale pour l'adoption à Paris d'un accord universel et contraignant pour limiter la hausse des températures à 2°C.

C'est dans ce sens que mon pays, le Gabon, organise demain 27 septembre 2015 un événement de haut niveau sur cette importante question.

Car, nous devons tous travailler main dans la main, avec le même objectif, celui de préserver l'environnement de la Planète pour le bien de l'Humanité.

Les objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030 que nous venons d'adopter, nous oblige donc, **Monsieur le Président**, à renforcer la coopération internationale.

Une coopération nouvelle, refondée, et qui réaffirme notre conviction que toutes les générations appartiennent à une même communauté humaine et qu'elles aspirent au même bonheur.

Je vous remercie.